



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques
POLYGONE - bâtiment GH
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
57009 Metz Cedex

Metz, le mardi 3 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL France SAS

17 avenue des Tilleuls
57190 Florange

Code AIOT : 0006201892

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement ARCELORMITTAL France SAS implanté Usines à chaud (portier de la vallée) 57290 Serémange-Erzange. L'inspection a été annoncée le 05/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à la visite du 20 octobre 2022 qui a été réalisée dans le cadre de l'information le 11 octobre 2022 par la société ARCELORMITTAL France SAS d'un incident sur un équipement sous pression au sein de la zone en démantèlement de l'aciérie qui a conduit à la perforation d'une tuyauterie d'oxygène de diamètre nominal 300 et de pression de service 30 bar qui alimente le train à chaud.

La visite a porté sur le suivi des échéances relatives au contrôle des équipements sous pression. Le référentiel de contrôle est le suivant :

- code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL France SAS
- Usines à chaud (portier de la vallée) 57290 Serémange-Erzange
- Code AIOT : 0006201892
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SOLLAC a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'une aciérie à oxygène, d'un atelier de coulée continue et de tous les équipements annexes par l'arrêté préfectoral du 23 mars 1999 sur ce site. Par le biais de fusions-acquisitions, ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine (AMAL) a récupéré l'exploitation du site en 2006. AMAL a décidé, en octobre 2011, la mise à l'arrêt des installations de production des hauts fourneaux. Un accord signé le 30 novembre 2012 entre l'État et l'exploitant a acté de la « mise sous cocon » de ces installations pour une période maximale de 6 ans. Cette situation a été encadrée par un arrêté préfectoral datant du 29 juillet 2014. La société AMAL a notifié au Préfet de la Moselle, par courrier du 5 juin 2019 la cessation de l'activité en date du 30 novembre 2018. Par ailleurs, depuis le 1er juillet 2019, les sociétés AMAL et ARCELORMITTAL France ont fusionné. Le nouvel ensemble porte le nom d'ARCELORMITTAL France (AMF).

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier de réparation de la tuyauterie d'oxygène	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 29 (partiel) et 30-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Programme de contrôle de la tuyauterie d'oxygène	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Etat des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Gestion des inspections périodiques non satisfaisantes	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17-III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Gestion des requalifications périodiques non satisfaisantes	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25-IV	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a mis en place l'ensemble des engagements formulés au sein de son courrier référencé QSSE/39/23/JFM/JL en date du 25 octobre 2023.

Aussi, **il est proposé à Monsieur le préfet de la Moselle de ne pas donner suite au projet d'arrêté préfectoral d'amende administrative du 28 juillet 2023.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de réparation de la tuyauterie d'oxygène

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 29 (partiel) et 30-I
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : <u>Article 29 (partiel) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples :</u> [...]V. - La documentation relative à une intervention non notable comporte les éléments suivants : - les plans et schémas utiles ; - les descriptions et explications nécessaires à la compréhension desdits plans et schémas et du fonctionnement de l'équipement ;

<ul style="list-style-type: none"> - les résultats des calculs de conception éventuels et des contrôles effectués ; - les rapports d'essais ; - les éléments relatifs aux procédés de fabrication et de contrôle ainsi qu'aux qualifications ou approbations requises par les points 3.1.2 et 3.1.3 de l'annexe I de la directive 2014/68/UE susvisée. <p>VI. - Une vérification finale de l'équipement a pour but de vérifier le respect des exigences mentionnées selon le cas au III ou au IV du présent article. Elle peut être limitée aux parties réparées ou modifiées, à l'examen des documents listés au V du même article et à la réalisation d'une inspection visuelle complétée par des contrôles non destructifs adaptés.</p> <p>Article 30-I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples : L'organisme habilité, dans le cas de l'article 28 du présent arrêté, ou l'exploitant, dans le cas de l'article 29 du présent arrêté, établit, à l'issue des travaux et sur la base des justificatifs qui lui sont éventuellement remis, une attestation de conformité de l'intervention réalisée sur l'équipement réparé ou modifié au regard des exigences du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a consulté par sondage la révision 0 du 18 novembre 2024 du dossier de réparation à l'identique du tronçon de la tuyauterie d'oxygène DN 300 PS 30 bar référencé "UAC-PATURAL-Zone de déconstruction Acierie". Le dossier présente les éléments attendus. Néanmoins ces éléments soulèvent les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'état descriptif de la tuyauterie réparée mentionne une température admissible (TS) minimale de - 10°C et maximale de 40°C. Ces valeurs ne sont pas cohérentes avec celles mentionnées dans le programme de contrôle qui sont de respectivement -30°C et 60°C. En outre, il existe un risque que celles-ci soient dépassées en période de températures extrêmes, • la certification de qualification du soudeur n'a pas fait l'objet d'une confirmation de sa validité de l'employeur tous les 6 mois. Il existe un risque que la qualification ne soit pas valide.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé que l'exploitant se positionne par rapport aux risques identifiés par l'Inspection de l'environnement. Pour cela, l'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • indiquer les mesures prises pour lever l'incohérence entre le programme de contrôle et l'état descriptif en ce qui concerne la TS minimale et maximale. • apporter les éléments permettant de justifier que le soudeur ayant réalisé la réparation de l'équipement ne s'est pas arrêté de souder pendant plus de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Programme de contrôle de la tuyauterie d'oxygène

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6-I (partiel) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples :</p>

<p>L'exploitant établit [...] un dossier d'exploitation [...]. Ce dossier comprend [...] les informations suivantes [...] : [...]</p> <p>- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;</p> <p>Article 16-III (partiel) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples : L'inspection périodique est conduite en tenant compte : - de la nature des dégradations susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité de l'exploitation de l'équipement [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 20 octobre 2022, Monsieur le préfet de la Moselle a demandé à l'exploitant par courrier du 28 juillet 2023 de mettre à jour le programme de contrôle de la tuyauterie référencé ligne oxygène 25 b révision 1 du 6 janvier 2011 afin de prendre en compte les remarques de l'Inspection de l'environnement sur celui-ci.</p> <p>Lors de la visite du 20 novembre 2023, l'Inspection de l'environnement a consulté le programme de contrôle n° PC-NRJ-OX30-300-017 rév 0 du 5 décembre 2023. Celui-ci ne fait pas l'objet d'observation de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Etat des équipements

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection de l'environnement n'a pas d'observation à formuler concernant l'état de l'équipement au niveau de sa réparation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion des inspections périodiques non satisfaisantes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17-III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2023

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a consulté le rapport relatif à l'inspection périodique réalisée par l'APAVE, en tant que personne compétente, le 5 novembre 2024. Cette inspection périodique concerne le récipient de gaz de groupe 2 de volume 20 000 l et de pression de service de 8 bar, fabriqué par MARION 26 VALENCE, numéro de fabrication 2223 en 1951. Suite à ce contrôle, une altération du niveau de sécurité de l'appareil a été mise en évidence. Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'équipement n'a pas été remis en service.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Gestion des requalifications périodiques non satisfaisantes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; - dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a consulté le rapport relatif à la requalification périodique réalisée par l'APAVE, en tant qu'organisme habilité, le 26 juin 2024. Cette requalification concerne récipient de gaz de groupe 2 de volume 52 l et de pression de service de 250 bar, fabriqué par S.F.R. - 24. RIVE DE GIER, numéro de fabrication 890520 en 1982. Suite à ce contrôle, une altération du niveau de sécurité de l'appareil a été mise en évidence. Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que l'équipement n'a pas été remis en service et a présenté un certificat de destruction de celui-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>